

M 04249 - 37 - F: 1,20€



Interview de **Moussa et Kanté** qui occupent avec 40 autres sans-papiers l'agence Manpower de Montreuil. REGARDS PAGE 2



Un an après le massacre de 1 400 Palestiniens, 1 400 militants de tous pays ont convergé vers **Gaza**. REPORTAGE PAGES 6 & 7



Bilan des **contre-réformes** du gouvernement et des **luttés en France** durant l'année passée. RETOUR EN 2009 PAGE 10

TOU est à nous!

7 JANVIER 2010 N°37 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

POUR 2010

BONNE ANNÉE DE LUTTES MEILLEURS VOEUX DE RÉSISTANCE



SARKOZY CYNISME ET PROVOCATION

Lors de ses vœux télévisés le 31 décembre dernier, Nicolas Sarkozy s'est ingénié à nous faire croire que le pire de la crise était passé. Ce qui est probablement vrai pour les banques et les patrons, copieusement arrosés sur les deniers de l'État, mais qui n'est sûrement pas le cas pour la majorité de la population qui souffre du chômage, de la précarité et qui commence à pâtir de la casse des services publics comme l'hôpital, l'éducation... LIRE PAGE 3

GRDF L'ACTION SYNDICALE PRISE POUR CIBLE



Nordine Mahroug agent de GRDF qui a activement participé aux grèves d'avril et mai 2009, a subi la politique anti-syndicale de l'entreprise. LIRE PAGE 4

IRAN LE RAPPORT DE FORCES

Depuis la réélection truquée d'Ahmanejad, la colère de la population iranienne grandit, proportionnellement de la répression sanglante du régime. Malgré les viols et les tortures perpétrés contre les personnes emprisonnées, les procès spectacles et les exécutions, le quadrillage des villes, répression contre les mères en deuil ou contre les dirigeants étudiants et les travailleurs en lutte, la mobilisation populaire continue de s'étendre. LIRE PAGE 8



édito

Par Myriam Martin

2010, BONNE ANNÉE DE LUTTES!

Fin 2009, la page est tournée. Mais pas celle de la crise. Malgré les rodromotades arrogantes et habituelles de Sarkozy lors des vœux télévisés, personne n'est dupe : la majorité de la population, les salariés, les jeunes, n'ont pas fini de payer la crise du système capitaliste. Sans compter la crise écologique à laquelle le sommet de Copenhague n'a amené aucune solution. Le système capitaliste, au nom du profit sans fin, met en danger la planète du nord au sud et broient des millions de vies humaines, quand il ne mène pas de guerres aux quatre coins du monde.

L'année écoulée a été le témoin de nombreuses luttes, en France et ailleurs. N'oublions pas le mouvement dans les Antilles, n'oublions pas non plus que bien des occasions ont été sans doute manquées. Pour autant depuis quelques semaines maintenant, de nombreux travailleurs se battent, notamment pour des augmentations de salaire. Des mobilisations initiées par les lycéens pointent dans l'Éducation nationale. Des perspectives de grève existent également dans la fonction publique. Des milliers de travailleurs sans papiers se battent pour leurs droits.

Plus que jamais nous devons reprendre confiance en nos forces et travailler à la consolidation des résistances, des mobilisations et bien sûr, à leur convergence. L'année 2010 sera aussi l'occasion de sanctionner le gouvernement et de proposer une politique alternative de rupture pour les régions lors des élections de mars prochain.

Nous n'avons pas le droit de laisser faire cette droite arrogante au service des puissants et qui casse un à un tous les acquis sociaux et les services publics. Nous n'avons pas le choix : face au capitalisme et à sa barbarie, battons-nous pour une autre société, un autre monde de justice sociale et de fraternité.

Voilà les vœux que le NPA envoie au monde du travail, aux classes populaires, à la jeunesse, tout simplement pour une année 2010 belle, rebelle et pleine de promesses de luttes.

13 JANVIER, AMIENS, CONTI.

Manifestation de soutien pour exiger la relaxe des six travailleurs de Continental condamnés en première instance pour leur participation à la manifestation à la sous-préfecture à l'appel du collectif «Solidaires des travailleurs de Continental, de leur lutte, de leurs représentants». RV à 11 heures à la gare d'Amiens.

20 JANVIER, LA BRÈCHE, SIGNATURE.

Michel Lequenne, trotskiste historique, est dans l'impossibilité de séparer sa vie des livres qu'il a lus. Il nous livre avec ces *Mémoires* le parcours initiatique dans le monde du savoir d'un homme engagé dans la transformation du monde. Autodidacte, réfractaire au STO, terrassier, il devient résistant et trotskiste. Puis il entre dans l'édition où il pratique tous les métiers secrétaire,

comptable, correcteur, traducteur, lecteur, écrivain... Spécialiste de Christophe Colomb, son apport historique est devenu incontournable. Ses engagements marxiste révolutionnaire et surréaliste sont l'œuvre de toute une vie.

Michel Lequenne présentera et signera son livre le mardi 12 janvier dès 18 heures à la librairie La Brèche, 27 rue Taine, M°Daumesnil, Paris 12°.

21 JANVIER, FONCTION PUBLIQUE

Journée d'actions et de manifestations pour la défense de la fonction publique et des services publics, à l'appel de la CGT, de la FSU et de Solidaires. Infos, à suivre.

à noter

22-23 JANVIER, SOCIÉTÉ LOUISE MICHEL, RENCONTRE, SAINT-DENIS.

Puissances du communisme (de quoi le communisme est-il le nom ?). Rencontre organisée en partenariat avec le département de philosophie de Paris 8 et les revues *Contretemps* et *Lignes*. Avec la participation de : Étienne Balibar, Daniel Bensaïd, Alex Callinicos, Thomas Coutrot, Pierre Dardot, Elsa Dorlin, Isabelle Garo, Samuel Johsua, Christian Laval, Rastko Mocnik, Jacques Rancière, Stéphane Rozès, Catherine Samary, Michel Surya, Gáspár Tamás, Massimiliano Tomba, Alberto Toscano, André Tosel, Slavoj Žižek. RV de 9 heures à 18 heures. Entrée libre dans la limite des places disponibles. Pour tout renseignement : societelouisemichel@free.fr

Rencontres organisées les 22 et 23 janvier 2010 à l'université de Paris 8

PUISSANCES DU COMMUNISME

(DE QUOI COMMUNISME EST-IL AUJOURD'HUI LE NOM ?)

AVEC LA PARTICIPATION DE :

Étienne Balibar, Daniel Bensaïd, Alex Callinicos, Thomas Coutrot, Pierre Dardot, Elsa Dorlin, Isabelle Garo, Samuel Johsua, Christian Laval, Rastko Mocnik, Jacques Rancière, Stéphane Rozès, Catherine Samary, Michel Surya, Gáspár Tamás, Massimiliano Tomba, Alberto Toscano, André Tosel, Slavoj Žižek

Tables rondes animées par Nicolas Vieillescazes, Cécile Amuzia, François Cusset et Jérôme Vidal.

de 9h00 à 18h00, entrée libre dans la limite des places disponibles

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

regards



Moussa et Kanté (DR)

TRAVAILLEURS SANS PAPIERS L'ANGOISSE À PERPÉTUITÉ

Entretien avec Moussa, entré en France en 1991, intérimaire chez Manpower depuis treize ans et Kanté, entré en 1993 et intérimaire dans le BTP chez Lider Interim depuis dix-sept ans. Ils occupent, avec 40 autres sans-papiers, l'agence Manpower de Montreuil.

Pourquoi êtes-vous en grève et quels sont vos objectifs?

En tant que travailleurs sans papiers, les patrons nous exploitent. On n'est pas payés pour la valeur de notre travail. Certains d'entre nous sont maçons et sont payés en tant que manœuvres. Certains sont grutiers, bancheurs¹, coffreurs, etc. Beaucoup ont des qualifications, mais les patrons payent toujours en dessous de celles-ci. Même quand on est en grève, les patrons peuvent nous appeler pour nous faire venir sur des chantiers dès le lendemain matin. Ce n'est pas juste. On est donc déterminés jusqu'à ce que l'on soit tous régularisés. Pourquoi veut-on être régularisés? Parce qu'en partant au travail, pour faire des courses, on a peur de sortir. Chaque jour on se demande si on sera arrêté ou pas. Tous les jours depuis dix ans, quinze ans, on vit avec cette angoisse de ne pas avoir de papiers. Il faut que le monde entier soit au courant de cela pour qu'on puisse avoir nos papiers. C'est franchement difficile.

On n'est pas des criminels mais des travailleurs comme tout le monde. On travaille, on cotise et on n'a aucun droit.

Quelles démarches ont été faites pour obtenir des papiers?

Pour satisfaire aux critères de régularisation, on nous avait dit au départ qu'il fallait dix ans de présence. Certains ont déposé leur dossier. Mais les préfectures ont refusé, arbitrairement. Même chose avec le nouveau critère de cinq ans². Certains parmi les grévistes ont déposé leur dossier depuis juin 2008. On leur a dit qu'ils n'obtiendraient pas leurs papiers tant que leur patron ne leur a pas donné leur formulaire Cerfa³. Mais certains d'entre nous ont fourni ce document depuis un an ou plus et leurs dossiers sont toujours bloqués à la préfecture. On n'arrive pas à comprendre pourquoi. On leur fournit ce qu'ils demandent, mais cela ne marche pas. On n'obtient aucune réponse. Ils peuvent nous expulser demain, mais demain on va revenir, on est déjà habitués. Qu'ils nous laissent travailler tranquillement avec des papiers. Les Français pourront bénéficier de notre travail et nous aussi on bénéficiera du travail qu'on fait.

Que pensez-vous de la nouvelle circulaire du gouvernement?

On a réuni tous les grévistes et on a estimé qu'elle n'était pas bonne car elle fait du cas par cas. Elle demande cinq ans de travail, mais certains, travaillent déjà depuis dix ou quinze ans sans être déclarés, dans des emplois de gardiennage par exemple, mais aussi des femmes qui peuvent même travailler à domicile. Nous, ce que l'on veut, c'est une circulaire qui permette de régulariser tous les travailleurs sans papiers. Les Algériens, les Tunisiens, qui travaillent comme les autres ne sont pas concernés par cette circulaire. C'est pour cela qu'on continue la grève.

Que pensez-vous des évacuations lors de certaines occupations?

On n'arrive pas à comprendre comment on peut faire

évacuer immédiatement par la police un gréviste occupant un chantier sur lequel il a travaillé. Sans autorisation du juge. Quand les policiers viennent sur les chantiers, on leur montre tous les documents nous donnant le droit d'être là, les fiches de paye, etc. Les policiers ne les regardent même pas. On est traité comme des bandits. On pourrait leur dire : « nous on travaille ici, et vous n'avez pas d'ordonnance du tribunal », mais on respecte l'État. Si on occupe les chantiers, c'est parce que cela ne sert à rien d'occuper le siège d'une boîte d'intérim où l'on ne travaille pas. Il faut occuper le chantier pour que le patron soit au courant de la grève. Toutes les boîtes qu'on a occupées, on y a travaillé, on en a les fiches de paye.

L'unité et le soutien sont-ils importants?

Il y a un collectif auquel participent onze organisations au niveau national⁴. C'est très important pour nous et le soutien de la population aussi. Il y a pas mal de gens qui ont signé la pétition. C'est important que la population comprenne le sens de notre grève : les sans-papiers sont avant tout des travailleurs. Il y a 2 500 entreprises touchées par la grève. Cela monte tous les jours.

Quels conseils aux sans-papiers qui ne sont pas encore en grève?

On s'adresse à tous nos camarades qui ne sont pas encore en grève. On leur conseille de venir nous rejoindre, de se mettre en grève. Celui qui n'est pas en grève, qui continue à travailler et qui va se faire contrôler, va pleurer ce jour-là en regrettant de ne pas s'être joint à nous.

1. Travail sur les armatures métalliques noyées dans le béton.
2. La nouvelle circulaire du 24 novembre 2009 du gouvernement fixe un des critères de régularisation à une présence en France au moins égale à cinq ans.
3. Dans le cadre d'une régularisation par le travail, l'employeur doit fournir à l'Agence nationale accueil étrangers et migrations (Anaem), un engagement à verser une redevance.
4. Collectif des onze syndicats et associations : CGT, CFDT, FSU, Unsa, Solidaires, LDH, Cimade, RESF, Autre monde, Femmes Égalité, Droits devant !!



(DR)

Propos recueillis par Albert Michel



VŒUX DE SARKOZY CYNISME ET PROVOCATIONS

Lors de ses vœux pour 2010, Sarkozy a affiché une sollicitude pleine d'hypocrisie pour ceux qui souffrent de la situation économique. Mais ce sont de nouvelles attaques contre les droits sociaux et démocratiques de la population qu'il prépare pour continuer à servir les responsables et profiteurs de la crise.



Paris, le 31 décembre, Nicolas Sarkozy appelle à une France rassemblée. (REUTERS/HO NEW)

« L'année qui s'achève a été difficile pour tous. » C'est par ce mensonge, incroyablement cynisme que Sarkozy a introduit ses vœux pour 2010, le soir du 31 décembre. Au même moment, on sablait le champagne à la Bourse de Paris où le CAC 40 a gagné plus de 22% en un an, un record depuis 2005. Les actions du secteur qui a le plus licencié et mis au chômage partiel ses salariés, celui de l'automobile équipementiers compris, affichent un bond annuel de 75%, avec en particulier, pour Renault et Peugeot, une hausse de 95%. Quant à celles des banques qui ont bénéficié à plein des largesses de l'État au plus fort de la crise, elles engrangent une hausse de 70% sur un an. Autant dire que la sollicitude de Sarkozy pour, selon ses mots, « ceux qui ont perdu leur emploi » n'est pas seulement hypocrite, c'est une véritable provocation. En effet,

toute son action et celle de son gouvernement ont été consacrées à permettre aux responsables de la crise de continuer à faire d'insolents bénéfices en licenciant des centaines de milliers de travailleurs et en réduisant le salaire, par le chômage partiel, de centaines de milliers d'autres. Une politique qui, loin d'« éviter le pire », comme s'en est vanté Sarkozy, n'a fait que préparer une nouvelle aggravation de la crise! Mensonges et autosatisfaction! Feignant d'ignorer la chute de sa cote de popularité, en deçà des 40%, ainsi que les revers subis par son gouvernement au cours de ces dernières semaines, comme, en particulier, le rejet par le Conseil constitutionnel de la taxe carbone qui aurait dû entrer en vigueur le 1^{er} janvier, Sarkozy s'est félicité sans la moindre retenue des réformes « accomplies ». Il a prétendu sans rire que « des problèmes qui paraissent

insolubles, comme les bonus extravagants ou les paradis fiscaux, [étaient] en voie d'être résolus » et que le sommet de Copenhague, un échec de l'aveu de tout le monde, était un succès. Il a égrené les atteintes aux droits démocratiques et sociaux qu'il a réussi à imposer dans tous les domaines (suppression de la taxe professionnelle, réforme du lycée, autonomie des universités, RSA, casse du système hospitalier, réforme de la justice...) comme autant de succès. Mais s'il a évité d'en citer les bénéficiaires, le Medef, tout en rendant hommage au « grand sens des responsabilités » des « partenaires sociaux », dont font partie avec celui-ci les directions des confédérations syndicales, il a, en revanche, attaqué à mots couverts ceux qui s'opposent à cette régression sociale et qui représenteraient, selon lui, « l'immobilisme ». Attaques contre les retraites, réforme territoriale, coupes

claires dans les dépenses de l'État utiles à la population sont au menu de son année 2010. Voilà pourquoi Sarkozy veut une « France rassemblée », voilà pourquoi il a longuement insisté sur son souhait de nous voir « rester unis », adressant ses vœux, en particulier, « à nos soldats, séparés de leur famille qui risquent leur vie pour défendre nos valeurs et garantir notre sécurité ». Façon hypocrite de justifier la sale guerre de la France en Afghanistan! Eh bien, ce sera sans nous et sans des millions d'autres, travailleurs, jeunes, chômeurs, toutes celles et ceux qui – et c'est ce que nous souhaitons pour l'année 2010 – vont reprendre confiance dans leur force collective et affirmer avec force les droits du plus grand nombre contre l'arrogance insolente des classes privilégiées et de leurs mandataires!

Galia Trépère

MUTUELLES EXPLOSION DES COTISATIONS

« Multiples déremboursements, augmentation du forfait hospitalier, création des franchises médicales, la politique mise en œuvre par Sarkozy aura pour conséquence une hausse des cotisations mutualistes. »

LA MUTUALITÉ

française qui fédère la plupart des mutuelles et couvre 38 millions de personnes annonce une augmentation moyenne de 5% des cotisations mutualistes. En réalité la progression des cotisations s'annonce souvent bien plus importante. Par exemple, la Mutuelle générale de l'Éducation nationale (MGEN), la plus importante numériquement, annonce des augmentations de plus 12% pour les actifs, 15,5% pour les retraités et 21,35% pour les conjoints!

En embuscade, les assurances privées augmenteront aussi leurs tarifs. Mais à court terme, elles ont les moyens d'attendre afin de capturer la clientèle par des publicités tapageuses. Le marché de la complémentaire santé progresse fortement, la hausse du chiffre d'affaires est de 65% entre 2001 et 2008. Au sein de ce marché les mutuelles à but non lucratif restent majoritaires, elles représentent 57% de la couverture complémentaire. Mais ce sont surtout les assurances privées qui bénéficient du recul progressif de la Sécurité sociale: depuis 2001 elles ont grignoté 5% de la part du marché au détriment des mutuelles et des institutions de prévoyance à but non lucratif.

Le président de la Mutualité française, Jean-Pierre Davant, dénonce à juste titre la responsabilité du gouvernement dans la hausse des cotisations. En raison des déremboursements de médicaments, franchises et forfaits, une part croissante des dépenses est transférée de la Sécu vers les régimes complémentaires. Le forfait hospitalier passe de 16 à 18 euros au 1^{er} janvier, certains médicaments ne seront plus remboursés qu'à 15%.

La taxe de 3,4% sur le chiffre d'affaires des mutuelles instaurée en 2009 sera pérennisée en 2010, 1 milliard d'euros seront à nouveau ponctionnés aux mutualistes.

L'achat aux laboratoires privés des 93 millions de doses du vaccin contre la grippe A, pour 1 milliard d'euros est financé à moitié par la Sécurité sociale et par les mutuelles qui doivent verser à l'État une participation de 0,94% du montant annuel des cotisations encaissées.

Actuellement, 7 à 8% de la population, environ 5 millions de personnes, ne bénéficient pas de couverture santé complémentaire. Il faut craindre avec la Mutualité que « seront encore plus nombreux, ceux qui renonceront faute de moyens à l'acquisition d'une mutuelle et devront à renoncer à des soins. »

Les réponses de la Mutualité française qui consistent à demander au gouvernement d'organiser des tables rondes en plus de la proposition faite en juin, lors de son congrès en présence de N. Sarkozy, de se substituer à la Sécu pour la prise en charge des Affections de longue durée (ALD, maladies graves remboursées à 100% par la Sécu)¹, ne suffiront bien évidemment pas à mettre en échec le gouvernement.

Le NPA est favorable à la prise en charge à 100% des soins par la Sécurité sociale, financée par la suppression des exonérations de cotisations.

Cet objectif revendicatif n'est pas un préalable à l'indispensable riposte unitaire des associations de malades, des collectifs, des mutuelles, des partis et des syndicats pour annuler les déremboursements, forfaits et franchises et pour reconquérir une Sécurité sociale solidaire.

Stéphane Bernard

1. Voir *Tout est à nous!* du 11 juin 2009 : La mutualité cheval de Troie de la privatisation

et aussi

UN VACCIN QUI NE PROTÈGE PAS DU CHÔMAGE. Fallait-il que l'État français commande 94 millions de doses de vaccins contre le virus H1N1? Tout dépend de quel côté on se place. Pour les laboratoires qui fabriquent le vaccin, ce fut l'affaire du siècle! C'est ainsi que Glaxo, deuxième laboratoire mondial, a fourni 50% des vaccins français. Ce qui lui a permis de réaliser 400 millions d'euros de chiffre d'affaires et une augmentation de 30% de ses bénéfices au cours de l'année 2009. Cette manne a été très inégalement répartie au sein de l'entreprise. Alors que le PDG de Glaxo-France jouit d'un salaire de 107 000 euros par mois – eh oui, avec trois zéros – le reste du personnel doit se satisfaire d'une augmentation globale de 0,5% attribuée au mérite. Et encore, pour ceux qui garderont leur place. En effet, le laboratoire, fort de ses succès financiers, a annoncé le licenciement de 40% du personnel! Cette nouvelle a provoqué une journée de grève dans le groupe, qui a culminé par une manifestation d'un millier de personnes le 19 novembre devant la direction à Marly-le-Roi. Une mobilisation exceptionnelle pour cette

catégorie de travailleurs. Pourtant, silence total des principaux médias. Lorsqu'on a les moyens de placer une quantité aussi ridiculement surévaluée de vaccins, on peut aussi faire taire les médias.

VACCINS, OUVERTURE DES SOLDES. En cette période de soldes, le gouvernement tente de revendre à d'autres pays le stock de vaccins inutilisés. La gestion gouvernementale de cette grippe a été une très belle opération pour Sanofi-Pasteur, GSK, Novartis et Baxter. Selon le Professeur Bernard Debré, député UMP de Paris, la facture des dépenses de vaccins et d'antiviraux pourrait s'élever à près de 2 milliards d'euros, soit plus que le déficit de tous les hôpitaux de France. Le gouvernement a fait un choix qui n'est pas que médical. Celui de dépenser sans hésiter des centaines de millions d'euros dont les seuls bénéficiaires sont les actionnaires des laboratoires, alors même qu'il refuse les financements minimum aux hôpitaux publics, avec pour conséquences des malades mal soignés, des fermetures de services et des suppressions d'emplois.



AUTOMOBILE L'ANNÉE DE LA COORDINATION

2009 a été très difficile pour les salariés de l'automobile. Chômage partiel, plans sociaux, suppressions de postes, gel des salaires, rémunération à la tâche, intensification des cadences pour les périodes de retour au travail, stress, précarisation de l'emploi, fermeture de sites, délocalisations, etc. Les constructeurs veulent faire coller la production des automobiles à la demande et délocaliser celle des petits véhicules dans les pays dits low-cost. En somme, l'automobile deviendrait une activité saisonnière.

La crise financière n'aura été qu'un prétexte. En effet, attaquer aussi violemment les salariés de la filière n'était pas envisageable à froid. Mais pour les donneurs d'ordre, c'est-à-dire les constructeurs, il fallait en passer par là pour maximiser les profits et verser les dividendes promis aux actionnaires. En arrivant à la tête de Renault, Carlos Ghosn avait promis d'en faire le fabricant généraliste le plus rentable de la planète. Pour Christian Streiff (débarqué depuis par les actionnaires de PSA), il s'agissait de multiplier par deux la marge opérationnelle, c'est-à-dire le taux de profit.

Évidemment les grands équipementiers du secteur (Continental, Bosch, Valeo, Faurecia, Delphi...) accompagnent cette politique.

En 2009, l'État a directement versé 7,8 milliards d'euros aux constructeurs, financé la prime à la casse, les périodes de chômage partiel et certains plans sociaux. Tout cela pour soi-disant préserver l'emploi alors que dès le 20 janvier 2009, lors des états généraux de l'automobile, les constructeurs annonçaient la suppression à terme de 200 000 emplois en Europe de l'Ouest, dans toute la filière.

Ce dépeçage continuera en 2010 et toujours avec le soutien du gouvernement. Ainsi, plusieurs grands groupes, comme l'équipementier JTEKT à Dijon, ont déjà annoncé à leurs salariés un CDI «flexible» avec des périodes de travail quand on a besoin d'eux et le reste du temps, du chômage partiel et des formations bidons financées par la collectivité et enfin, des prêts de main-d'œuvre à d'autres entreprises. La flexibilité totale au service des profits.

Il est donc indispensable pour les salariés de l'automobile et leurs représentants syndicaux de continuer en 2010 à lutter et s'organiser dans toute la filière. La question des salaires reste fondamentale et s'articule pleinement avec les conditions de travail. Le patronat de l'automobile veut imposer le retour du travail à la tâche avec les primes de «rentabilité», une version dure du slogan présidentiel «travailler plus pour gagner plus». L'emploi évidemment doit être une revendication forte car les sites français de productions sont rentables et performants. Il ne doit donc plus y avoir une seule suppression de poste ni aucun contrat précaire en 2010.

Avant même les assises de l'automobile organisées par la CGT en avril 2010, les syndicalistes du secteur ont le devoir d'être offensifs dans les boîtes, sur les bassins d'emploi, dans les filiales partout où les connexions et les coordinations sont possibles pour enfin construire ce mouvement qui donnera confiance aux salariés et pour affirmer haut et fort que les jeux ne sont pas faits et que les salariés ont leur mot à dire pour sortir de la crise.

On ne peut pas laisser les constructeurs décider seuls de ce que seront les transports du futur. L'articulation de mesures sociales telles que la réduction du temps de travail et le développement des transports en commun de proximité gratuits permettra de sortir, à terme, du tout automobile sans que les salariés de l'automobile aient à payer la facture.

Dans ce cadre, la mise sous contrôle public de l'industrie de l'automobile paraît indispensable. Elle permettra la mise en place d'un vrai centre de recherche et développement pour mettre fin au moteur thermique, libéraliser les brevets technologiques de l'automobile, reprendre les subventions publiques pour les redistribuer sur les salaires et l'emploi.

L'ampleur de la tâche impressionne, mais elle est indispensable car nous ne pouvons compter sur les capitalistes (même repeints en vert) pour nous sortir de l'ornière sociale et écologique dans laquelle ils nous ont mis.

Julien Laurier

1. Deux fois 3 milliards pour Renault et Peugeot, 500 millions pour Renault Trucks, 1 milliard pour les organismes de crédit de Renault et Peugeot et 300 millions dans le fond stratégique de modernisation des équipements automobiles.



GRDF L'ACTION SYNDICALE COMME CIBLE

La direction de GRDF a tenu à faire un exemple, en licenciant Nordine Mahroug malgré une grève de la faim de dix-huit jours.

Viré pour l'exemple. Nordine Mahroug, agent GRDF rattaché au site de la rue Pétréle (Paris 9^e), douze ans d'ancienneté, se retrouve dans une situation précaire. Ce père de deux enfants a non seulement perdu son emploi, le 15 décembre dernier, mais en plus, il va perdre son logement, lié à son statut de salarié de l'entreprise. Son tort? Avoir activement participé, aux côtés de SUD, au mouvement de grève d'avril et mai 2009. Car le dossier sur lequel s'est appuyée la direction pour le licenciement était monté de toutes pièces. Il lui était reproché d'avoir rédigé un document injurieux à l'encontre de la hiérarchie – en fait, un papier accroché sur le panneau syndical dénonçant ceux qui arrachaient les informations destinées aux salariés –, de ne pas avoir restitué dans les délais un véhicule – mission impossible en

respectant la période de repos minimale – et, enfin, d'avoir falsifié ses horaires d'intervention. Ce dernier argument s'appuyait sur des déclarations de témoins qui ne sont ni plus ni moins que des cadres de GRDF! Pour dénoncer cette attaque en règle du droit de grève – 240 procédures disciplinaires sont en cours à ERDF-GRDF –, deux responsables de SUD-Energie, Yann Cochin et René-Michel Millambourg, se sont mis en grève de la faim pendant dix-huit jours. Revendications: réintégration de Nordine Mahroug et levée des sanctions. Nordine Mahroug, contraint de se réalimenter pour raisons médicales, est resté jusqu'au bout aux côtés de Yann Cochin dans le local syndical. De son côté, la direction de GRDF a tout fait pour étouffer l'affaire, transformant l'unité de la rue Pétréle en véritable bunker gardé par des vigiles, inaccessible aux soutiens, aux proches et à la presse.

René-Michel Millambourg, sorti protester contre cet isolement forcé, n'a pas pu regagner le local syndical et a dû planter une tente, une rue plus loin, devant le siège social de GRDF. Et peu importait qu'il fût délégué syndical... La veille de Noël, au onzième jour de grève de la faim, un rassemblement avec la présence de Solidaires et de la CGT, mais aussi de personnalités politiques comme Olivier Besancenot (NPA), Jean-Luc Mélenchon et Martine Billard (Parti de gauche), Christian Picquet (Gauche unitaire), Francine Bavay (AlterEkolo) et Jean-Luc Boislaroussie (Les Alternatifs), a attiré près de 200 personnes. Ayant engagé une procédure judiciaire qui s'est traduite par une audience en référé le mercredi 30 décembre, la direction, appuyée par des constats d'huissiers quotidiens, a eu le cynisme d'invoquer l'état de santé de Yann Cochin (qui avait perdu 11 kg)

et de considérer les syndicalistes comme extérieurs à l'entreprise, Nordine Mahroug ayant été licencié et Yann Cochin appartenant à EDF, pour demander leur expulsion. Jusqu'à la fin, elle n'a proposé que des mesures d'accompagnement au licenciement: maintien du logement jusqu'à la fin mars (fin de la trêve hivernale), financement d'une formation et d'un service d'aide à la recherche d'emploi. Très affaibli, Yann Cochin a dû être hospitalisé d'urgence le 31 décembre au matin, avant de pouvoir sortir très tard dans la soirée, et la grève de la faim s'est terminée le 1^{er} janvier. Ne croyant pas au recours interne et ne voulant pas attendre la fin d'une procédure prud'homale, SUD appelle à prolonger la lutte contre les sanctions syndicales par d'autres moyens: mobilisation, interventions des élus, etc.

Thomas Mitch

et aussi



MEURTRE À CARREFOUR. Un jeune de 25 ans, accusé du vol d'une bière, a été froidement assassiné par des vigiles d'un hypermarché Carrefour de Lyon. Le directeur régional de l'enseigne a souligné le «professionnalisme» de ses agents et prétendu que la mort était due à un malaise. Comme l'ont montré des bandes vidéo, il s'agissait d'une asphyxie suite à un écrasement par plusieurs hommes durant 21 minutes. Cet horrible meurtre n'est pas un simple fait divers, mais une des bavures d'un système. Les grandes surfaces de distribution présentent trois visages. D'un côté un grand sourire vers les consommateurs qu'elles prétendent aimer et défendre. De l'autre, le vol organisé des petits producteurs agricoles et des pêcheurs. Enfin, la séquestration et le tabassage, à l'abri des regards, de tous les pauvres, prétendus voleurs, et souvent sélectionnés selon leur allure ou leur faciès. Ces tabassages ont pour but de dissuader et quelque fois, ils dérapent. Les responsables de ces entreprises, les seuls très grands voleurs, doivent être condamnés.

PAS DE JOURS FÉRIÉS POUR LES PATRONS. Du point de vue des jours fériés, les années 2010 et 2011 vont être des «années horribles» pour les salariés. En 2010, les 1^{er} mai, 8 mai et le 25 décembre sont des samedis et le 15 août un dimanche. Quatre jours de travail en plus pour les patrons. En 2011, rebelote, quatre jours de travail en plus: le 1^{er} janvier est un samedi, les 1^{er} mai, 8 mai et 25 décembre tombent un dimanche. Avec le chômage massif, la bataille pour travailler moins pour pouvoir travailler tous, sans baisser les salaires, doit être relancée. Par le hasard du calendrier, nous allons, pendant deux ans, travailler huit jours de plus pour le même salaire. Il faut exiger que tout jour férié tombant un jour non ouvré habituellement soit reporté au premier jour ouvrable. C'est d'ailleurs ce qui se passe dans d'autres pays européens. En Grande-Bretagne, par exemple, le *Boxing day*, est situé le premier jour ouvrable après Noël.



Nos emplois, pas leurs profits!

ILS OCCUPENT LEUR USINE POUR SAUVER LEURS EMPLOIS.

Depuis qu'ils ont appris que leur usine était en redressement judiciaire, le 25 novembre dernier, les 190 salariés d'Hymmer, à Cernay (Haut-Rhin) occupent leur usine de fabrication de caravanes et de fourgons aménagés. Depuis plus de 40 jours, leur patron fait « le mort ». Les salariés craignent une liquidation pure et simple. Ils ont toutefois « un espoir partiel », avec un projet de reprise de l'activité porté par trois cadres de l'usine, qui sont les seuls à s'être manifestés auprès de l'administrateur judiciaire. Ce projet prévoit de continuer à fabriquer des caravanes à Cernay mais ne sauverait que 50 emplois, environ. Face à la longue période de silence total, les salariés ont durci leurs actions en brûlant l'intérieur de plusieurs véhicules, cherchant ainsi à amener la direction à la table des négociations.

CONTINENTAL : MOBILISATION POUR LA RELAXE DES SIX CONDAMNÉS.

Le procès en appel du jugement du tribunal de Compiègne, condamnant les six travailleurs de Continental pour leur participation à la manifestation à la sous-préfecture, doit se dérouler le mercredi 13 janvier à Amiens (Somme). À la même date aura donc lieu une manifestation de soutien pour exiger leur relaxe. Le NPA sera présent et est signataire, comme de nombreuses organisations politiques, syndicales et associatives, de l'appel « Solidaires des travailleurs de Continental, de leur lutte, de leurs représentants ».

De l'argent, il y en a!

Selon l'Acoss, les exonérations de cotisations sociales ont atteint 30,7 milliards d'euros en 2008 soit 13,1 % de plus qu'en 2007. Les entreprises ont profité de 28,5 milliards d'euros d'exonérations de cotisations patronales, représentant 21,3 % des cotisations patronales du secteur privé. Ce montant a plus que doublé entre 1999 et 2008. Au fil des ans, la liste s'est allongée : contrats aidés, apprentissage, emploi à domicile, zones franches urbaines, heures supplémentaires, rachat de jours de RTT. Avec la crise, le gouvernement en a ajouté notamment pour les entreprises de moins de dix salariés (dispositif «zéro charge»). Toutes ces aides pour soi-disant aider l'emploi n'empêchent pas pour autant la France de continuer à afficher un taux de chômage historique.

SERVICES PUBLICS DESTRUCTION PROGRAMMÉE

Le gouvernement poursuit la libéralisation des services publics au détriment de l'intérêt général, des agents et fonctionnaires et des usagers. L'État est non seulement le premier employeur, et notamment de précaires, mais il est également devenu le premier licencier.



Les contre-réformes qui touchent l'hôpital, la poste, l'éducation, les systèmes de protection sociale et de retraites, EDF, la SNCF, les services de l'Insee, de la Météo, de l'Office national des forêts... répondent à une même logique globale et cohérente, aux niveaux local, national et européen. Ces attaques ont pour but de réduire les dépenses de l'État, les effectifs et la dette tandis que les baisses d'impôts assèchent les recettes. Les différentes lois ont pour points communs de préparer l'adaptabilité au marché et la mise en œuvre de gestions managériales. Les usagers deviennent des clients qui perdent une égalité, certes imparfaite, face aux services publics. Sous le prétexte fallacieux de moderniser l'État, le gouvernement met en place la destruction des services publics, de la fonction publique ainsi que des solidarités. Les missions, l'égalité et

la continuité du service public ne sont plus que des références pour les discours officiels, la dette publique, les effectifs des fonctionnaires et leur statut jugé «rigide et archaïque», lui étant insupportables! Ce mouvement est amplifié par certaines collectivités qui préfèrent déléguer leurs missions de service public au privé. Dès l'été 2007, la révision générale des politiques publiques (RGPP) a été un excellent outil de «réorganisation» qui passe par une mobilité des personnels, notamment par le biais des délocalisations, de l'individualisation, de pressions hiérarchiques, d'agents payés au mérite, de suppressions de postes, de moyens et d'effectifs: un fonctionnaire partant à la retraite sur deux n'est pas remplacé. Ce qui représente la disparition de près de 160 000 emplois de fonctionnaires sur quatre ans à partir du budget 2009. Sur le plan budgétaire, la Loi organique relative aux lois de finances (LOLF) est une mise

en œuvre de la contractualisation et d'une logique d'indicateurs et d'évaluation sous l'impératif de la culture du résultat. La LOLF par sa globalisation des crédits, ses calculs en équivalents temps pleins, a ouvert en grand la porte aux mutualisations, aux réductions d'effectifs et fait des objectifs et autres indicateurs associés une référence obligée. Dans le cadre de services publics qui régressent socialement, de combats qui sont aujourd'hui défensifs et qui ont du mal à prendre un tournant offensif par rapport aux salariés et aux usagers, les réponses du NPA sont importantes et essentielles. Il s'agit à la fois de se battre contre tous les licenciements, de lutter pour une réduction substantielle du temps de travail et d'agir pour la création d'emplois socialement et écologiquement utiles. C'est dans le cadre du changement de mode de production et de consommation, d'un changement social, écologique

et démocratique de la société, que se pose la question des services publics, non seulement de leur défense mais aussi de la création de nouveaux, tels que celui de la petite enfance ou du 3^e âge. Aujourd'hui, pour répondre à la distribution de l'eau et de l'énergie, pour préserver la nature, pour instaurer l'aide aux personnes dépendantes et créer un service public du transport, il est nécessaire de placer l'ensemble des services publics et de la fonction publique au centre d'une perspective sociale et publique en permettant l'autogestion et des prises de décisions faites par l'ensemble des usagers. Le 21 janvier à l'appel de la CGT, de la FSU et de Solidaires que nous descendrons nombreux dans la rue pour refuser les attaques perpétrées contre les services publics et la fonction publique.

Nina Lehair

TÉLÉPERFORMANCE 400 EMPLOIS EN SURSIS

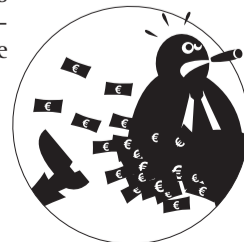
L'ENTREPRISE

Téléperformance France, sous-traitant d'Orange, Bouygues et SFR, annonce des surcapacités de production sur les sites de la région parisienne (Pantin, Guyancourt, Montigny) et de Lyon. En clair, il faudrait supprimer ou déplacer 400 postes de travail, donc des bassins d'emploi et des salariés (cadres, agents de maîtrise, employés). Voilà les conséquences de la restructuration de Téléperformance France depuis le 1^{er} janvier 2009. Pourtant Téléperformance est cotée à la Bourse de Paris, accroît son chiffre d'affaires et ses bénéfices depuis le 1^{er} janvier 2009, mais délocalise pour augmenter le dumping social. Les opérateurs mobiles lui ont vendu leurs centres d'appels pour les délocaliser et l'arrivée d'un 4^e opérateur ne modifiera pas cette logique infernale: près de 10 000 emplois supplémentaires seront délocalisés dans le secteur qui a déjà perdu 28 000 emplois en dix ans. Afin de défendre leur emploi, les salariés de l'entreprise ont multiplié les actions sur tous les sites de production depuis l'annonce de ces «plans de sauvegarde de l'emploi» (PSE) au cours du mois de juin 2009. Sauter les portillons du siège d'Orange à Arcueil, investir le site de Vivendi, envahir les boutiques SFR ou Orange proche des Champs-Élysées à Paris, voilà les opérations importantes déjà réalisées et d'autres sont en préparation. Ce ne sont pas les propositions d'indemnisation en cas de départ volontaire qui vont les faire craquer: 7 000 euros pour dix ans d'ancienneté, une poignée de cacahuètes, alors que le président du directoire a touché 7,2 millions d'euros en 2009. Même la justice a de nouveau été obligée de reconnaître le 10 décembre dernier que les mobilités forcées et les licenciements prévus par la direction de Téléperformance France étaient illégaux et que le plan de départ volontaire restait insuffisant. Pour se couvrir, la justice a proposé une médiation, approuvée par l'intersyndicale et soutenue par le comité central d'entreprise. Alors la lutte continue: débrayage sur les sites, même ceux qui ne sont pas encore directement concernés, occupation des locaux, envahissement des réunions des comités d'entreprise, manifestations devant les sièges sociaux, le tout sur une base élargie entre plusieurs syndicats très impliqués dans la lutte. Car en plus, durant cette période agitée et sans provocation aucune, Téléperformance et sa direction éclairée souhaite obtenir un Label social, reconnaissant sa volonté de dialogue social et continue de négocier des accords d'entreprise, prétendus plus favorables aux salariés que ceux existants avant la restructuration du 1^{er} janvier 2009. Mais, comme la crise est toujours présente, les propositions de la direction de Téléperformance France sont opportunément minimalistes: salaires au Smic, blocage des salaires, conditions de travail dégradées, pression et polyvalence, flicage des salariés, fouille à la sortie des entreprises, mépris des syndicats et de leurs représentants...

Correspondant



Paris, 15 mai 2008. Ensemble pour défendre et améliorer la fonction publique. (PHOTO THÈQUE ROUGE/DR)



MARCHE



(MARC)

Un an après les massacres de Gaza

Il y a un an, nous étions des millions à protester, aux quatre coins du monde, contre les bombardements israéliens sur la Bande de Gaza. L'agression, baptisée « plomb durci », allait durer trois semaines et se solder par un bilan tragique : plus de 1 400 morts, 5 000 blessés, des villes et des camps de réfugiés dévastés. Nous protestions contre la barbarie israélienne : bombardements de zones surpeuplées, d'écoles, d'hôpitaux, de locaux de l'ONU, utilisation d'armes prohibées, bouclage total de la Bande de Gaza, empêchant les populations de fuir les bombes.

Nous dénoncions le silence complice, voire le soutien actif, des grandes puissances qui, quand elles n'ont pas défendu ouvertement l'agression, se sont contentées de la juger « disproportionnée ».

Les rapports d'ONG, les témoignages des Palestiniens de Gaza, les confidences des soldats israéliens ont depuis lors largement confirmé l'ampleur de la tragédie. L'ONU elle-même, via le rapport Goldstone, dénonce des crimes de guerre, voire des crimes contre l'humanité.

Un an plus tard, la tragédie de Gaza n'a pas cessé. Soumis à un blocus criminel, les 1,5 million de Gazaouis meurent à petit feu. 95% des entreprises ont fermé, plus de 80% de la population dépend de l'aide alimentaire, la plupart des produits de première nécessité sont acheminés clandestinement par des tunnels qui menacent chaque jour de s'effondrer.

Loin de s'émouvoir du drame du Ghetto de Gaza, les dirigeants de l'Union européenne et des États-Unis, qui célébraient il y a quelques semaines le 20^e anniversaire de la chute du Mur de Berlin, portent une lourde responsabilité (politique, financière et technique) dans l'actuelle construction d'un nouveau mur, en partie souterrain, à la frontière égyptienne, qui isolera encore un peu plus les Gazaouis en fermant les tunnels de ravitaillement.

La ghettoïsation s'accélère également en Cisjordanie. Chaque jour, de nouvelles portions de mur sont construites, de nouvelles terres saisies, des Palestiniens expulsés. Malgré les gesticulations diplomatiques, la colonisation se poursuit et les arrestations se multiplient.

Pourtant, certains hypocrites osent encore parler de « processus de paix ». Le message du gouvernement israélien est pourtant clair : la seule paix envisageable est la « paix économique ». Traduction pour les Palestiniens : « abandonnez vos droits, vos revendications nationales, vos rêves de liberté, et vous pourrez peut-être espérer manger à votre faim et nourrir vos enfants ».

Il s'agit pour Israël et ses alliés, de nier le caractère politique de la question palestinienne et de transformer les Palestiniens en un peuple d'assistés survivant dans des ghettos grâce à l'aide internationale et la normalisation des relations économiques avec Israël.

Même si certains, du côté de l'Autorité palestinienne de Ramallah, semblent prêts à « négocier » cette « paix économique », nul doute que la population palestinienne n'est pas résignée à abandonner ses droits. Elle le prouve chaque jour en continuant, tant bien que mal, de résister à la politique coloniale d'Israël.

Les Palestiniens ne peuvent résister seuls. À nous de développer et d'amplifier la mobilisation internationale pour dénoncer la situation qui leur est faite, les responsabilités de nos gouvernements et l'impunité d'Israël.

Tel était l'un des objectifs de la Gaza Freedom March qui, si elle n'a pas réussi à entrer dans Gaza, a eu un écho important dans le monde arabe et chez les Palestiniens. Tel est également l'objectif de la campagne BDS, qui se renforce et remporte de plus en plus de victoires, démontrant que seule la mobilisation populaire permettra de construire un rapport de forces suffisant pour stopper l'État d'Israël.

Mobilisation internationale pour Gaza

Un an après le massacre perpétré à Gaza par Israël, au cours duquel 1 400 Gazaouis périrent, 1 400 internationaux se sont retrouvés au Caire, en Égypte, pour se rendre dans la bande de Gaza afin de défilier le 31 décembre au côté des Palestiniens. Cette marche permettait de rompre l'isolement dont souffre la population de Gaza, soumise à un blocus depuis 2007, suite à l'élection du Hamas, revendiquait la fin de cet enfermement et exigeait que cesse l'hypocrisie de la communauté internationale qui se refuse encore à sanctionner Israël.

Les autorités égyptiennes ont décidé autrement du déroulé de cette mobilisation en déclarant que, pour des raisons de « sécurité », ils n'autoriseraient pas le passage des délégations internationales. Le contexte régional étant la raison réelle de ce blocage. En effet, le gouvernement de Moubarak, entretenant des relations conflictuelles ces dernières semaines avec le Hamas, ne pouvait admettre une initiative qui, à ses yeux, aurait renforcé l'autorité de Gaza. De plus, l'Égypte se retrouve être aujourd'hui le zélé maître d'ouvrage des États-Unis et d'Israël en construisant un mur de 30 mètres sous terre le long de la frontière séparant Gaza de l'Égypte. La présence de centaines d'internationaux et des médias couvrant cette mobilisation dans la région de construction de ce nouveau mur de la honte ne pouvait être au goût du régime.

Malgré ces déclarations, des centaines de marcheurs ont afflué au Caire, dans l'espoir d'un changement d'attitude du gouvernement égyptien. Les 300 militants de la délégation d'Europalestine furent les premiers à se retrouver sans bus le 27 décembre au soir, ceux-ci étant bloqués par la police égyptienne. Ils décidèrent alors de camper devant l'ambassade de France au Caire et de faire pression sur la France pour qu'elle obtienne les bus. D'autres délégations se retrouvèrent dans la même situation. Une délégation internationale composée de 250 militants grecs, indiens, américains, belges et français a pu quant à elle partir du Caire en direction de Rafah pour se faire bloquer une heure plus tard et escorter en sens inverse.

Les jours suivants ont permis aux différentes délégations de faire entendre leur voix et de mettre Gaza au cœur de l'actualité grâce à différentes initiatives : manifestation aux côtés du syndicat des journalistes égyptiens, drapeau palestinien arboré en haut d'une pyramide, une manifestation devant l'ambassade d'Israël, ou encore une veillée aux chandelles (organisée par l'AFPS) devant la mosquée Al-Azhar. Le 31 décembre, jour prévu pour la marche dans Gaza, un rassemblement au centre du Caire a eu lieu, tandis que plus de 50 000 Palestiniens défilaient à Gaza, et que 1 000 anticolonialistes et internationaux défilaient en Israël en direction de la bande de Gaza pour dénoncer eux aussi le blocus.

Le bilan est certes contrasté du fait de l'impossibilité de manifester le 31 décembre avec les Palestiniens de Gaza. Il est pour autant positif à bien des égards. Ce rendez-vous international a tout d'abord permis de manifester une solidarité nécessaire aux gazaouis, nombreux à suivre ce qui se passait de l'autre côté de la frontière. Il a également eu un impact positif dans la population égyptienne, et auprès des mouvements progressistes égyptiens. Enfin, ce rassemblement de 1 400 internationaux a rendu visible le potentiel de mobilisation des mouvements de solidarité avec la lutte du peuple palestinien à travers le monde. Il s'agit maintenant pour nous de construire ce mouvement à l'échelle internationale, sur des bases politiques solides, et en premier lieu de soutenir les revendications des palestiniens eux-mêmes et le travail avec les mouvements de solidarité des pays arabes. Cette semaine au Caire nous avons permis de renforcer la volonté de milliers de militants internationalistes dans leur volonté

de construire une campagne de solidarité avec Gaza, articulée à la dynamique de la campagne BDS, pour dénoncer le blocus et l'absence de sanctions après les crimes de guerre commis l'an dernier par l'armée israélienne.



(MARC)

SUR GAZA



(LINDA)

BDS: une campagne nécessaire !

La société civile palestinienne a lancé en 2005 un appel unanime au boycott, au désinvestissement et aux sanctions contre Israël. Il s'agit de mettre fin à l'occupation coloniale, au système légalisé et institutionnalisé de discrimination raciale et à la négation des droits des réfugiés palestiniens, le plus important étant leur droit au retour.

B pour boycott des produits fabriqués en Israël, parmi lesquels les produits agricoles qui représentent à eux seuls un marché de plusieurs milliards de dollars dans l'Union européenne. Mais aussi Boycott des institutions académiques, universitaires, culturelles et sportives israéliennes.

D pour exiger le désinvestissement des entreprises privées et publiques en Israël, à commencer par la banque Dexia qui finance plusieurs colonies israéliennes ; par Alstom et Veolia qui participent à la construction et à l'exploitation d'un tramway qui doit relier Jérusalem-Ouest aux colonies de Cisjordanie et entérinent ainsi l'annexion du territoire palestinien ; par l'entreprise Manitou qui intervient dans la construction du Mur. Mais aussi pour dénoncer le Conseil régional de Languedoc-Roussillon qui s'apprête à subventionner l'entreprise d'exportation de fruits et légumes Agrexco pour son installation dans le port de Sète.

S enfin pour sanctions contre l'État d'Israël, épinglé par le rapport Goldstone pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

Cette campagne BDS a obtenu en quatre ans plus de résultats que dans les 20 premières années du boycott en Afrique du Sud. De nombreux syndicats la soutiennent, à l'échelle internationale. Selon les exportateurs israéliens, elle aurait provoqué une baisse de 10% de leur activité en 2009.

Participer à cette campagne, c'est aussi soutenir ceux et celles qui sont poursuivis pour avoir appelé publiquement au boycott des produits israéliens, comme Sakhina Artaud qui doit comparaître le 13 janvier à 14 heures au tribunal de grande instance de Bordeaux, à qui le NPA apporte tout son soutien.

De Paris à Gaza : Résistance !

Rassemblant des militants du monde entier au Caire, la Gaza Freedom March a incarné tant la vitalité que la dimension internationale du mouvement de résistance et de solidarité avec le peuple palestinien. Des manifestations, rassemblements, veillées, meetings ou projections-débats ont eu lieu partout dans le monde pour marquer ce premier anniversaire des massacres israéliens sur Gaza et exiger la levée du blocus. Créant un pont politique entre Sydney, Paris et Gaza, cette « Marche pour la liberté de Gaza » a été plus qu'un rendez-vous international au Caire : ce fut une mobilisation mondiale.

De New York à Sydney, en passant par Jénine

Des États-Unis à l'Australie, les manifestants de l'an passé ont démontré leur détermination dans le bras de fer politique engagé avec l'État d'Israël en prenant l'initiative de se mobiliser en soutien à la « Marche » et contre le blocus de Gaza, dans de nombreuses villes (Sydney, Vancouver, Los Angeles, Chicago, New York, Londres, Hambourg, Dublin, Rome, Bruxelles, Paris, Barcelone, Bâle, Edimbourg et Paris sont les plus marquantes). Ces manifestations ont fait écho à celles qui ont eu lieu dans toute la Palestine : de Rafah à Jénine, en passant par Tel Aviv, Jérusalem et Beit Hanoun (ville-frontière au nord de la bande de Gaza, côté israélien), au Caire, et dans bien d'autres villes dans le monde.

« Israël, assassin : boycott Israël ! »

Bien qu'ayant tué près de 1 500 Palestiniens et détruit près de 22 000 habitations à Gaza, Israël n'a pas atteint son objectif politique : écraser la résistance. Au contraire, en révélant crûment son vrai visage, l'opération « plomb durci » a renforcé la mobilisation contre cet État assassin. L'indignation et la révolte avaient poussé des centaines de milliers de personnes dans les rues l'an passé, ouvrant le bal d'une année riche en mobilisations. Cette dynamique nouvelle se concrétise aujourd'hui dans le développement de la campagne « Boycott désinvestissement sanctions » (BDS) : aujourd'hui, les initiatives et les réseaux reprenant ce mot d'ordre se multiplient et rencontrent un écho très important, notamment en France (www.bdsfrance.org).

De Lille à Marseille, en passant par Cergy

En France, cette dynamique a permis d'organiser des initiatives de rue en solidarité avec les Marcheurs de Gaza exigeant la levée du blocus. Le 27 décembre, près de 1 000 personnes ont manifesté à Paris dans une ambiance offensive. Le 31 décembre, un rassemblement en soutien aux marcheurs bloqués au Caire a également eu lieu devant le Quai d'Orsay. Partout en France (Orléans, Tours, Lille, Lyon, Marseille, Trappes, Chambéry, Montpellier, Clermont-Ferrand, Mâcon, Nancy, Saint-Malo, Romans, Reims, Thionville, Argenteuil-Cergy, Arras, etc.) les mobilisations unitaires ont eu lieu, parfois sur plusieurs jours (voir article Marseille p.12) et à plusieurs endroits sur le même territoire (Val-d'Oise), rassemblant plusieurs milliers de personnes et montrant ainsi l'écho politique et l'ancrage local potentiel du mouvement. Par exemple, dans le Val-d'Oise, un collectif spécifique s'est monté pour l'occasion, rassemblant un très large spectre d'organisations politiques, syndicales et associatives, organisant des rendez-vous entre le 20 et le 31 décembre, d'Argenteuil à Cergy.

À l'heure où notre gouvernement s'investit dans le blocus en participant directement à la construction du mur entre Gaza et l'Égypte, tout en renforçant les cadres internationaux qui organisent la domination militaire et politique des grandes puissances dans la région (Union pour la Méditerranée, Otan, etc.), nous devons nous appuyer sur cette expérience pour amplifier et ancrer le mouvement.



(LINDA)



INDE OFFENSIVE MILITAIRE

Une offensive militaire de grande ampleur contre la guérilla maoïste est engagée dans les forêts de certains États du centre-est de l'Inde.

L'opération militaire, baptisée Green Hunt, implique environ 100 000 militaires disposant d'un appui aérien. Les autorités ne veulent pas de témoignages et tous ceux qui se rendent sur place (militants des droits de l'homme, universitaires, médecins, avocats) sont battus, arrêtés, accusés d'être maoïstes.

La force de la guérilla vient fondamentalement de son insertion dans les mouvements de réactions spontanées de populations locales qui sont parmi les plus misérables de l'Inde. Celles-ci subissent depuis des dizaines d'années les exactions des propriétaires fonciers, des exploitants forestiers, des usuriers, de la police et des forces paramilitaires: extorsion de fonds, arrestations, exécutions, viols, villages brûlés, déplacements forcés, etc. Ces populations n'avaient pour se défendre que leurs outils de travail, des arcs et des flèches. L'armement moderne des maoïstes tombait à point nommé. Des habitants ont donc rejoint la guérilla. D'autres ont participé, sous leur direction, à la mise en place de milices.

L'accélération de l'essor de la guérilla, à partir de 2004, s'explique par la multiplication de projets industriels et miniers impliquant une destruction de l'environnement ainsi que l'expulsion de certaines de milliers de paysans et de populations tribales. Dans les États où les maoïstes sont le plus présents, le sous-sol regorge en effet de richesses minérales. Les protestations populaires se sont heurtées à une répression implacable, renforçant la crédibilité du recours aux armes. Les combattants maoïstes seraient aujourd'hui 20 000 et leurs sympathisants des centaines de milliers, avec une présence dans 37% des districts.

L'exaspération des populations est telle que certains mouvements de masse pacifiques, comme ceux luttant contre la construction de barrages sur la Nerbada, n'ont pas hésité à constituer des alliances avec les maoïstes. Tout cela n'a pas été du goût des grandes entreprises étrangères et indiennes. Le gouvernement a donc décidé d'exterminer la guérilla. Au nom de la nécessité de couper les maoïstes de leur base arrière, les autorités terrorisent les populations et les déplacent massivement vers des camps. Après avoir été «nettoyés» et «sécurisés», de gigantesques espaces seront ainsi rendus disponibles pour les projets miniers et industriels.

Tandis que tous les projecteurs sont braqués sur l'opération Green Hunt, à l'écart des zones de guerre, l'assaut contre les droits des pauvres, des travailleurs, des sans-terre, et de ceux dont l'État veut s'emparer des terres continue de plus belle. Même si une partie d'entre eux critique ou condamne certaines méthodes utilisées par les maoïstes, diverses personnalités, mouvements sociaux et courants de la gauche radicale se mobilisent en Inde pour faire cesser cette offensive militaire. Le NPA est à leurs côtés.

Alain Baron



Téhéran, le 27 décembre 2009. Les opposants au régime affrontent les policiers. (REUTERS)



IRAN LE RAPPORT DE FORCES

La violence du régime iranien n'a pas empêché la mobilisation populaire de s'étendre et de s'approfondir depuis la réélection truquée d'Ahmadinejad, le 12 juin 2009.

Avec une surprenante régularité, la population détourne chaque commémoration officielle et la transforme en journée de protestation contre le régime. Ainsi, le 27 décembre dernier, lors de la journée de l'Achoura¹, l'ensemble du pays a connu une vague de mobilisations immense. À de nombreuses occasions, les bassidji et les voltigeurs ont dû fuir face aux manifestants. Certains quartiers de Téhéran et de Tabriz ont échappé pendant des heures au contrôle du régime. Plus de mille personnes ont été arrêtées suite aux dernières manifestations et au moins 36 personnes ont été tuées. Depuis, le pouvoir multiplie les arrestations et ses nervis ont même attaqué des mosquées pour en déloger des religieux favorables au candidat Moussavi. L'ampleur de la résistance populaire divise désormais le clan au pouvoir qui s'articule autour du Guide Khameneï, du Sepah et d'Ahmadinejad. Trois positions s'y dessinent. La plus forte aujourd'hui

entend écraser la mobilisation dans le sang. Une autre voudrait trouver un terrain d'entente avec Moussavi et enrayer la dynamique jugée périlleuse. La troisième, incarnée par le Guide, fait la balance entre les deux précédentes. Les hauts commandants des pasdaran ont opté pour la confrontation mais sont pour le moment freinés par les divisions internes au pouvoir. Car les tenants du régime le savent: écraser le mouvement dans le sang soulèverait l'hostilité totale de l'immense majorité et fermerait définitivement la porte à un éventuel compromis avec les dirigeants «verts» ou à «l'émergence» d'un homme providentiel. Enfin, cela accroîtrait les divisions au sein du pouvoir et des forces répressives, ce qui rend hypothétique l'instauration de la loi martiale. L'ensemble de ces conséquences pousse, pour le moment, les dirigeants actuels à une certaine prudence. C'est dans ce contexte que Moussavi donne ses cinq points pour une sortie de crise. Il exige la libération des prisonniers politiques et

réclame des élections démocratiques et libres, mais n'en définit ni les conditions ni le périmètre. En somme, il propose d'en rester au cadre de la République islamique qui a banni toutes les forces laïques, démocratiques ou de gauche. Ce qui exclut toutes les organisations jugées hostiles à l'Islam et à la République islamique. Moussavi se limite ainsi à un changement de gouvernement et à la destitution d'Ahmadinejad. Face à cela, la crainte d'un accord au sommet entre les différentes factions est grande.

Dans ce contexte, nombre de militants ouvriers et de gauche tentent de lier au mouvement actuel leur lutte contre le non-paiement des salaires, contre les privatisations ou les licenciements et pour la construction de syndicats indépendants. C'est le cas, notamment, des travailleurs d'Iran Khodro (première entreprise de construction automobile) ou du syndicat du Sherkat-e Vahed (transports en commun de Téhéran) qui appellent les salariés à descendre dans la rue. Ces militants, tout en dé-

veloppant là où ils le peuvent une politique indépendante, tentent de maintenir les dirigeants «verts» prisonniers de la dynamique de mobilisation. L'équation est limpide: tant que la division entre le camp «vert» et le Sepah n'est pas résorbée, les opposants au régime pourront agir au travers des manifestations et le mouvement pourra se développer et se structurer politiquement. Face au clan Khameneï-Ahmadinejad et pour garder une indépendance totale à l'égard des dirigeants «verts», l'objectif principal des militants de gauche reste l'extension et l'ancrage du mouvement. Les peuples d'Iran ne peuvent compter que sur leurs propres luttes. Plus que jamais, ils doivent pouvoir s'appuyer sur la solidarité internationale émanant des forces de la gauche sociale et politique.

Babak Kia

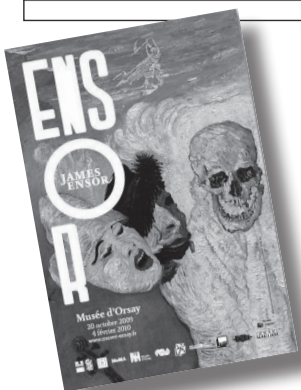
1. Journée de commémoration de l'assassinat à Karbala de l'imam Hossein.

et aussi

HOMOPHOBIE D'ÉTAT EN OUGANDA. En octobre dernier, le Parlement ougandais a commencé à débattre d'une proposition de loi visant à punir les homosexuels par la peine de prison à vie, les homosexuels séropositifs par la peine de mort et à inciter à leur délation. Ce projet est inspiré par des groupes évangélistes ougandais proches du pouvoir ainsi que par les milieux ultra-conservateurs américains. Grâce à une mobilisation internationale, ce projet de loi est en cours de modification et la nouvelle version annoncée par Buturo – le ministre de l'éthique (sic) – n'évoquerait plus la peine de mort, mais l'homophobie et la haine des minorités sexuelles en feraient toujours partie puisqu'il s'agit de trouver des moyens de «remise sur le droit chemin» pour les lesbiennes, gays, bi et trans en matière d'orientation sexuelle. En France, Act Up Paris a déjà organisé plusieurs manifestations devant l'ambassade d'Ouganda. Plus que jamais, la solidarité et la vigilance s'imposent.

RÉSISTANCES EN EX-YOUGOSLAVIE. Du 10 au 12 décembre, s'est tenu à Ljubljana (Slovénie) le deuxième Forum des résistances, après celui de Sarajevo (Bosnie-Herzégovine) en septembre. Le cadre de discussion est impulsé par Dosta, réseau militant politique radical, foncièrement anti-nationaliste, qui couvre l'ensemble de la Bosnie. En ex-Yougoslavie, la situation politique est particulièrement difficile pour les salariés. À titre d'exemple, la retraite moyenne en Bosnie s'élève à 115 euros par mois. Ces conditions de vie et de travail catastrophiques sont le résultat d'un rapport de forces largement dégradé. Sur le plan politique, la déclaration finale du premier Forum des résistances proclamait qu'«aucun parti de gauche ne défend les intérêts de la classe ouvrière en ex-Yougoslavie». Dans ce contexte, les initiatives comme celle du Forum des résistances prennent une grande importance dans la reconstruction d'une perspective anticapitaliste et internationaliste.

De nombreux débats ont animé les trois jours du Forum: les luttes étudiantes massives et nombreuses pour résister au processus de privatisation des universités partout en Europe, le rôle des médias dans la société actuelle, les luttes et résistances sociales ou anti-nationalistes actuelles en ex-Yougoslavie. L'enjeu était d'échanger sur les résistances actuelles mais, au-delà, de développer des liens militants qui posent la question de la construction de cadres collectifs d'organisation. C'est bien la construction de forces politiques, la construction d'organisations et de partis anticapitalistes qui est en jeu. Le prochain forum aura lieu en mars en Croatie. Ce sera la troisième édition d'une initiative qui regroupe tous ceux qui construisent les résistances actuelles dans la perspective du renversement du capitalisme.



EXPO
JAMES ENSOR/Musée d'Orsay

Un peintre « subversif », c'est, en tête du catalogue, le terme retenu conjointement par Nicolas Sarkozy et le roi des Belges, grands spécialistes du sujet, pour qualifier James Ensor (1861-1949), dont le musée d'Orsay propose une rétrospective jusqu'au 4 février. Jusqu'à inspirer des grèves dans cette institution? Il ne faut rien exagérer, pas même le danger représenté par le fondateur de l'expressionnisme en Belgique dans la première partie de sa carrière, confidentielle et anarchisante. Car la dernière partie (absente de l'exposition) fut celle d'un « subversif » comme ils les aiment, courant après les honneurs et réactionnaire déclaré. Ces tableaux-charges et gravures grimaçantes sont surtout à voir pour leur influence sur d'autres artistes plus conséquents dans leur rébellion.

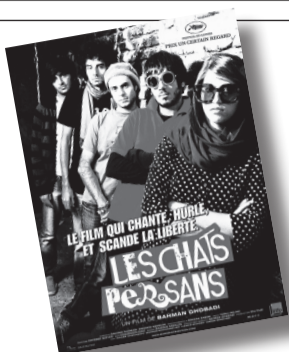
Gilles Bounoure



LIVRE
VIVE LE FEU. AFFABLE CHRONIQUE DES TEMPS SARKOZIKES/Sébastien Fontenelle/LE CHIEN ROUGE/10 EUROS

« Écoutez C'est Pas Compliqué C'est le Dernier Chroniqueur Qui M'Essore de Rire »: voilà le genre de titre que n'hésite pas à donner vertueusement l'auteur d'un blog à succès sur *Politis* et accessoirement dans *CQFD magazine*. Sébastien Fontenelle emploie une langue riche et chiche (du dictionnaire même), verte (mais pas écolo-compatible) et profondément anti-Val et Finkielkraut. Bref, il se fait un observateur des médias et envoie des tartes pas toujours crémeuses aux méchants de ce monde trop injuste. Le Chien rouge a rassemblé une sélection de ces textes pour la plus grande joie des cul-terreux bougnats anarcho-syndicalistes et des manchots maoïstes bouffeurs d'Hortefeux, cela va de soi.

Christophe Goby



CINÉMA
LES CHATS PERSANS/Bahman Ghobadi

Tourné clandestinement en quinze jours à Téhéran, ce film, comme son prédécesseur *À propos d'Éli*, nous emmène bien loin des clichés ordinaires que les médias véhiculent sur l'Iran. Avec ces deux jeunes musiciens qui tentent de quitter le pays pour enfin jouer de la musique librement, nous parcourons le Téhéran underground: une jeunesse muselée déterminée à vivre librement joue, organise fêtes et concerts dans les sous-sols, les arrière-cours et les toits d'immeuble de la ville. Ce film est une véritable photo de ce que vit au quotidien la jeunesse et le milieu artistique iranien, et est bien souvent drôle grâce au personnage de Nader avec une musique de bonne facture bien loin également des clichés sur la musique orientale. À l'heure des manifestations durement réprimées en Iran, *les Chats persans* vous aidera à mieux comprendre une partie de ce pays.

Thibault Blondin



PHOTOS
NO PASARAN!/Francis Blaise/L'ÉCAILLER DU SUD/10 EUROS

Que reste-t-il dans les mémoires de la guerre d'Espagne et de sa révolution? L'hôtel Falcon où se trouvaient quelques Poumistes fumant des Lucky Strike, le central téléphonique tenu par les anarchistes, le Naranja de Durruti ou les propos de ce journaliste italien qui affirmait qu'à Barcelone on devrait numéroter les pavés, tant on faisait de barricades. À travers les portraits réalisés par Francis Blaise, on distingue cette galaxie hétérogène de combattants, d'engagés de tous les bords qui viennent de partout en Europe. Une seule chose leur est commune: leur jeunesse au moment de leur engagement. Ce n'est pas seulement parce que les plus anciens ont disparu mais aussi parce que la jeunesse de cette époque souhaitait changer le monde. Les textes sont en français et en espagnol.

Christophe Goby



www.credoc.fr

Créé il y a plus de 50 ans, le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Crédoc), est un organisme d'études et de recherche au service des acteurs de la vie économique et sociale. Il analyse et anticipe le comportement des individus dans leurs différentes sphères sociales et produit des analyses synthétiques sur la société française dans le but de les rendre publiques. Il est sous tutelle du ministre chargé de la consommation et du commerce.

www.nonaucharbon.com

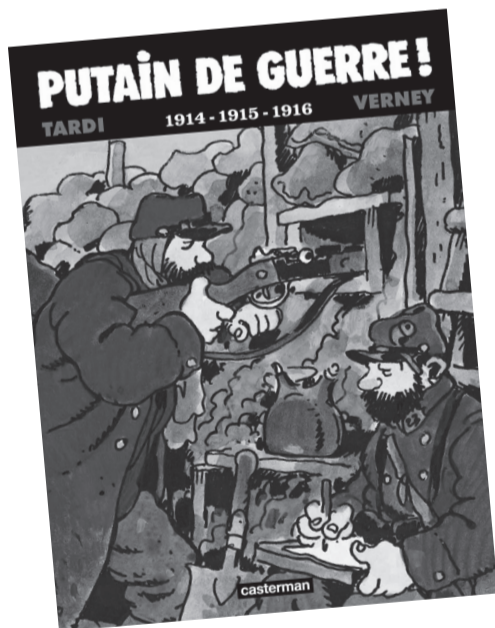
Ce site est géré par un collectif opposé au terminal charbonnier prévu dans le port de Cherbourg. Ce collectif nommé « CAC 50 » regroupe des citoyens, des associations et des clubs. Il refuse ce terminal en totale contradiction avec un développement harmonieux des activités touristiques et nautiques de la région. Il demande l'annulation de ce projet d'arrière-garde et demandent aux décideurs politiques, élus locaux, régionaux et nationaux de le refuser.

www.terra-economica.info

Terra Eco est un magazine éco-responsable dont l'éditeur, *Terra economica*, est un acteur majeur de l'information « Développement durable ». Les rédacteurs de *Terra Eco* proposent via le magazine papier et le site web, des articles particulièrement intéressants en ce qui concerne le développement durable.

BD LA DER DES DERS

La guerre 1914-1918 a inspiré les auteurs de BD et, obligés de se creuser les méninges et d'aiguiser leurs crayons pour ne pas refaire du Tardi, de nombreux auteurs ont fait preuve en 2009 d'une grande créativité.



Franck Bourgeron adapte un roman de François Sureau pour livrer *L'Obéissance*. Dans ce récit à plusieurs voix, les Français sont sollicités par le gouvernement belge en exil pour prêter leur bourreau afin d'exécuter un détenu de droit commun condamné à mort par la justice belge en territoire allemand. Bénéficiant d'un sauf-conduit de l'armée allemande, un lieutenant français se voit chargé de la mission absurde d'escorter en territoire belge le bourreau national et sa guillotine. Spectacle dérisoire de pays belligérants qui suspendent un moment la guerre pour laisser sa place à la raison d'État...

Franck Bourgeron, *L'Obéissance*, Futuropolis, 17 euros

Ce thème du fonctionnement routinier de la justice persistant malgré la guerre est aussi celui abordé par Kris, avec *Notre Mère la Guerre*, sur les pas d'un lieutenant de gendarmerie, militant catholique, envoyé sur le front de Champagne en 1915, pour résoudre des meurtres mystérieux de femmes. Occupé à chercher un assassin parmi tous les « assassins » autorisés de la première ligne, il se rend compte que la haine des femmes, rendues responsables de n'avoir pas empêché les hommes de s'entretenir, est sans doute à l'origine des crimes.

Maël et Kris, *Notre Mère la Guerre*, Futuropolis, 16 euros

Lax, enfin, s'intéresse à l'immédiat après-guerre. Dans *L'Aigle sans orteils*, il retraçait l'histoire d'Amédée Fario, coureur cycliste malgré des orteils amputés, qui mourait sur le front en 1917. Dans *Pain d'alouette*, il suit les traces des survivants. À travers les destinées de la fille d'Amédée, Reine, et d'un ancien compagnon d'échappée, Quentin Ternois, inapte au cyclisme car victime des gaz pendant la guerre, Lax nous emmène dans les orphelinats de l'après-guerre, où les jeunes filles étaient éduquées dans l'idée de repeupler la France, et dans le Nord-Pas-de-Calais des mineurs et du Paris-Roubaix. Un récit splendide sur fond de lutte des classes, de luttes politiques et contre l'ordre moral, et d'amour du cyclisme, sport ouvrier et populaire par

excellence dans ces années 1920.

Christian Lax, *L'Aigle sans orteils*, Dupuis, 12,94 euros
Christian Lax, *Pain d'alouette*, Futuropolis, 16 euros

Souignons enfin le talent des dessinateurs Tardi, Maël ou Bourgeron, qui, dans la lignée des Otto Dix, Georges Grosz ou Fernand Léger, ont puisé dans l'horreur leur inspiration.

Sylvain Pattieu



Depuis *C'était la guerre des tranchées*, Tardi constitue un modèle incontournable de la guerre en BD. En collaboration avec l'historien Jean-Pierre Verney, il livre un nouvel album, *Putain de guerre!*, au ton résolument antimilitariste, à travers le journal d'un ouvrier mobilisé. La description minutieuse du quotidien des soldats, le sens du détail de Tardi et l'important dossier documentaire en font un ouvrage précieux et un travail indélébile sur le plan de la reconstitution.

Tardi, Verney, *Putain de guerre! tome 2*, 21 euros

Xavier Dorison et Enrique Breccia, dans *Les Sentinelles*, utilisent le contexte de la guerre pour créer un super-héros de comics à la française, avec Taillefer, un scientifique mutilé transformé en surhomme par l'armée et tenaillé par le doute.

Breccia, Dorison, *Les sentinelles*, Delcourt, 14,95 euros



2009 EN FRANCE LES CONTRE-RÉFORMES À MARCHÉ FORCÉE

Retour sur les faits marquants de l'année en quelques mots.

AUTOMOBILE

La crise arrivée en France fin 2008 fait ses premières victimes dans le secteur de l'automobile. Renault, Peugeot, mais également les sous-traitants et les équipementiers licencient pas milliers et recourent sans compter au chômage partiel, avec toutes les conséquences dramatiques sur les travailleurs et leurs familles. Face à cette catastrophe économique, le gouvernement choisit de donner des milliards aux patrons du secteur plutôt qu'aux travailleurs. Continental, Michelin, Goodyear, Ford, Freescale, PSA, Dunlop... des centaines de salariés tentent d'empêcher les licenciements ou d'en réduire les conséquences en obtenant de meilleures indemnités. Le 17 octobre, ils convergent à Paris pour une manifestation devant la Bourse.



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO)

BACHELOT

Des accidents sur-médiatisés durant l'été sans remise en cause du système de santé et une loi Hôpital, patients, santé, territoire (HPST) réformant les hôpitaux : cette année 2009 aura vu l'actualité de la santé au devant de la scène sociale.

Sarkozy exigeait « un patron, un seul, le directeur » pour les hôpitaux. La transformation de l'hôpital public en entreprise rentable dénoncée par l'appel des 25 n'est en effet qu'une partie du projet global et cohérent qu'est le projet de loi Bachelot, projet de marchandisation de la santé. La loi prévoit également grâce à la création des Agences régionales de santé (ARS), la réduction de la place du service public hospitalier au profit de la médecine libérale, des cliniques privées et du secteur médico-social associatif. Il organise enfin la restructuration des hôpitaux publics accompagnée de la fermeture des services d'urgence, de chirurgie et des maternités des hôpitaux de proximité. Heureusement la résistance s'organise et du chef de service à l'aide-soignant, la mobilisation se construit et permet, malgré le vote à l'Assemblée nationale, de poursuivre la bataille encore aujourd'hui et tout au long de cette année 2010.



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

EDF GDF

En mai, les agents d'EDF et de GDF se sont mobilisés pour obtenir 5% d'augmentation, une prime de 1 500 euros et la fin de l'externalisation des missions. Grève, coupures, application des tarifs heures creuses se succèdent et les seules réponses de la direction sont les poursuites disciplinaires, les procès en référé. La répression policière fut de la partie alors que les grévistes s'approprièrent à tenir une assemblée générale devant le siège de l'Unité réseau Paris et de l'Unité client, la police a arrêté 74 salariés. Aujourd'hui, plusieurs salariés ont commencé l'année comme ils l'avaient terminée, en grève de la faim afin de s'opposer aux sanctions qui sont encore prises quelques mois après le mouvement à l'encontre des syndicalistes et de certains salariés.

IDENTITÉ NATIONALE

À quelques mois des élections régionales, le gouvernement en perte de vitesse ressort les vieux procédés nauséabonds. Besson, le caniche de Sarkozy, s'y colle en lançant un « débat sur l'identité nationale » fin octobre. En plus de racler les poubelles du FN, il compte bien diviser les travailleurs qui résistent contre les mesures injustes et les licenciements, en prenant les immigrés et en particulier les musulmans comme boucs émissaires. Les débats comme le site gouvernemental ouvert pour l'occasion sont le creuset des dérives les plus racistes. Mais la réaction existe et un collectif de chercheurs lance une pétition pour la fermeture du ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale.

HADOPI

Rejetée en avril par une Assemblée nationale déserte, la loi Hadopi est présentée à nouveau et adoptée en septembre. Prétendue protectrice des droits des auteurs, cette loi liberticide contre les internautes est surtout un moyen de conforter les majors de l'édition.

IVG

Après la fermeture de plusieurs centres IVG en Île-de-France, un collectif de soutien se met en place contre la fermeture du

centre IVG de l'hôpital Tenon dans le 20^e arrondissement de Paris. Entre les manques d'effectifs et de budget, l'IVG risque de devenir un droit virtuel dans le pays.

JUNGLE

Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, avait juré en 2002 qu'il fermerait le centre de Sangatte qui accueillait les réfugiés, souvent afghans, souhaitant passer en Grande-Bretagne. Résultat, des milliers de migrants se sont trouvés dans une situation encore pire. Campant depuis des années autour de la gare de l'Est à Paris avant de retrouver ceux qui restent autour de Calais dans l'attente d'une possibilité de passer le tunnel. Mais une fois encore, Besson a répondu présent pour les pires ignominies. Le 22 septembre, avec les forces de l'ordre et sans oublier les caméras, il fait arrêter 278 migrants dont 132 mineurs et déclare « Je remercie les CRS d'avoir agi avec délicatesse ». Il va encore plus loin en novembre en expulsant trois Afghans vers leur pays en guerre et réitère en décembre.

LAIT

À partir du mois de mai et jusqu'à l'automne, les producteurs de lait se battent pour vivre dignement. Avec des revenus en chute de 30% en un an, ils refusent la politique du gouvernement qui consiste à privilégier les grosses exploitations au détriment des petits producteurs et des consommateurs qui continuent de payer le lait au prix fort.

MILLIONS

À l'appel des syndicats, près de deux millions de manifestants défilent dans toute la France le 29 janvier pour exiger du gouvernement un changement de cap. Le 19 mars, le record est battu et près de trois millions de personnes manifestent. De nombreuses entreprises du privé rejoignent la grève. Mais ce succès est bradé par les syndicats qui se contentent d'appeler à une prochaine manifestation le... 1^{er} mai ! Celle-ci, bien que réussie, marque un premier recul, confirmé lors des manifestations suivantes les 26 mai et 13 juin, pour lesquelles il n'y a même pas d'appel clair à la grève. Les syndicats jouent là un bien triste rôle, éteignant un mouvement qui aurait pu être massif. Cela est notamment reproché à la CGT lors de son congrès en décembre.



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

NPA

Au lendemain de la dissolution de la LCR, le NPA voit officiellement le jour le week-end du 12 février. Son congrès de formation est placé sous le signe des luttes et de l'internationalisme avec la participation de camarades du LKP et de nombreuses organisations anticapitalistes de tous les pays. Revendiquant entre 9 000 et 10 000 membres fondateurs, le jeune parti est très vite confronté aux élections européennes en juin et obtient un score honorable avec 4,8% au niveau national. Mais au sein même du NPA, les tactiques du parti concernant les élections sont l'objet de nombreux débats qui se poursuivent pour décider de la ligne à adopter pour les élections régionales de 2010. Pour autant, la vie ne s'arrête pas aux échéances électorales, et malgré une situation sociale parfois morose, le NPA lance sa campagne pour l'emploi en octobre, soutient les luttes aussi bien de l'automobile, du secteur de la santé, des sans-papiers... sans oublier la campagne Boycott désinvestissement sanctions contre Israël.



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/BABAR)

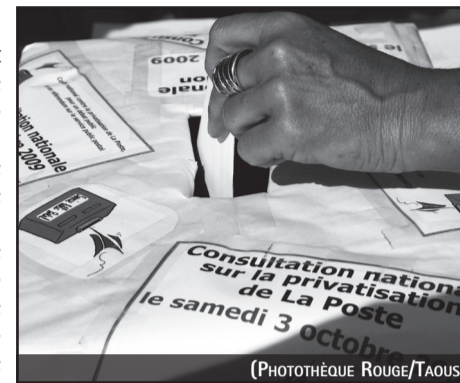
PÔLE EMPLOI

Alors que sous l'effet de la crise, le chômage monte en flèche en 2009 pour atteindre près de 10% de la population à la fin de l'année, la fusion calamiteuse des Assedic et de l'ANPE aggrave largement la situation. Conseillers non formés, submergés par des dossiers qu'ils n'ont pas le temps matériel de traiter,

plateforme téléphonique aux abonnés absents, cette situation insupportable aboutit à des grèves d'ampleur en fin d'année des agents de Pôle Emploi.

POSTE

Le gouvernement Fillon choisit de s'attaquer au service public postal en fixant à l'automne le débat parlementaire sur la privatisation de La Poste par le biais d'un changement de statut et de l'ouverture du capital. Bien sûr, comme à chaque privatisation, les belles promesses ressurgissent, identiques en tous points à ce que Sarkozy avait promis pour EDF GDF. Seulement, la résistance des postiers et des usagers permet d'organiser une immense votation citoyenne afin d'exiger un véritable référendum sur le changement de statut de La Poste. 2 300 000 personnes s'expriment lors de cette votation. 97,5% de non contre le changement de statut ont fait de cette mobilisation un véritable succès.



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/TAOUS)

RSA

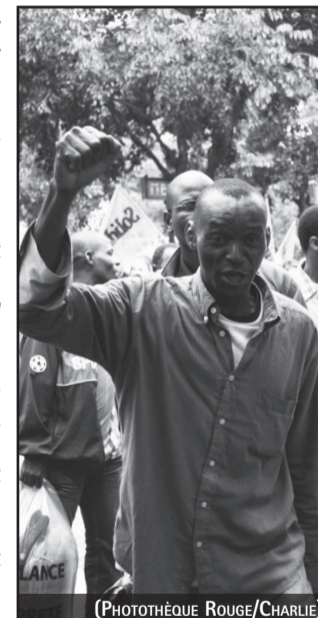
Prenant la place du RMI, de l'allocation pour adulte handicapé et de celle pour parent isolé, le RSA aggrave la précarité de milliers de personnes, tout en offrant une main-d'œuvre au rabais pour les patrons.

RÉPRESSION

Alors que Julien Coupat croupit dans une geôle depuis la fin de l'année 2008, 2009 voit l'État se déchaîner contre tous ceux qui résistent. Manifestants arrêtés le 19 mars ou encore à l'issue du contre-sommet de l'Otan à Strasbourg début avril, enquête pour incitation à la haine raciale à l'encontre d'Élie Domota, syndicalistes d'EDF GDF ou de Continental entraînés en justice, la répression du mouvement social et l'intimidation montrent que le gouvernement met tout en œuvre pour écraser la résistance dans l'œuf.

SANS-PAPIERS

Sur-exploités et sous-payés par des patrons qui profitent de leur situation, harcelés par la police qui se livre à de véritables rafles au faciès pour respecter les « objectifs » de reconduites à la frontière de Besson, 1 500 sans-papiers se mettent en grève le 12 octobre avec le soutien des syndicats. Ils réclament une circulaire globale de régularisation « on bosse ici, on vit ici, on reste ici ! ». Malgré la répression qui s'abat sur certains piquets, malgré le froid, ils sont environ 6 000 à la fin de l'année et de nouveaux piquets se créent, notamment à Joinville-le-Pont. Leur combat est un coin enfoncé dans le système, une épine dans le pied du gouvernement et leur détermination est exemplaire pour les anticapitalistes.



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/CHARLIE)

TVA

Sarkozy n'hésite pas à grever encore davantage le budget de l'État en baissant la TVA dans la restauration. Résultat, 3 milliards de cadeaux aux patrons du secteur, mais quasiment pas d'embauches ni d'augmentation de salaire pour les salariés.

UNIVERSITÉS

La loi LRU brade la formation des enseignants à travers la massification qui va déconnecter les concours de recrutement de la formation et renforcer la précarité. Elle vise à soumettre au bon vouloir des présidents d'université les conditions de travail des enseignants-chercheurs et la répartition entre recherche et enseignement. Plusieurs grandes manifestations, les 19 février et 19 mars, ont contraint François Fillon au rôle de pompier de service : réécriture du décret de Valérie Pécresse sur les enseignants-chercheurs et engagement à ne pas recourir à des suppressions de postes en 2010 et 2011. Mais la réécriture n'est pas le retrait et le gouvernement ne revient pas sur les 1 030 suppressions de postes planifiées pour 2009.



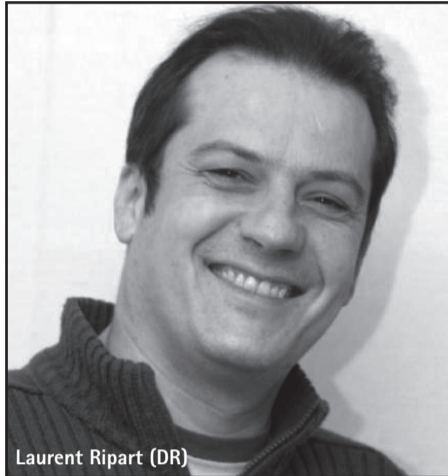
LES MAINS DANS LE CAMBOUIS

Régulièrement, les élus du NPA rendent compte de leur action dans les collectivités locales.

SAVOIE CAMPAGNE ANTI-DISCRIMINATION

Lurant la dernière campagne municipale, la liste «Chambéry 100% à gauche» avait apporté son soutien aux associations musulmanes qui réclamaient depuis 20 ans la construction d'un carré musulman, afin de pouvoir inhumer leurs morts dans des tombes orientées vers La Mecque. Invoquant la laïcité, la municipalité socialiste ne voulait pas en entendre parler, ce qui contraignait les familles musulmanes à faire inhumer à grands frais leurs défunts au bled ou à chercher dans la région, parfois pendant des semaines, un carré ou un cimetière musulman qui puisse les accueillir. Cette situation était devenue intolérable pour les familles et inacceptable pour tous les anti-racistes, qui ne pouvaient supporter que les défunts de religion musulmane se voient refuser de reposer dans la terre de la ville où ils avaient vécu.

leur avait laissé entendre qu'elle pourrait construire un carré musulman si elle était élue, sans pour autant assumer publiquement cette position devant son électeur traditionnel. En s'engageant clairement pour la construction d'un carré musulman, la liste «100% à gauche» était ainsi en cohérence avec son projet politique, qui visait à faire barrage à la droite en offrant aux classes populaires, dégoutées par 20 années de gestion socialiste, une alternative de gauche à la politique du PS. Après avoir obtenu un siège, nous avons porté ce débat au conseil municipal: la municipalité socialiste s'est ainsi trouvée placée devant ses contradictions, puisqu'il est apparu que son argument de la laïcité dissimulait mal une réelle islamophobie, qu'elle a par exemple manifestée en soutenant qu'un carré musulman constituerait une menace pour la paix civile! Grâce au relais de la presse locale qui, dans les villes moyennes, accorde beaucoup d'importance aux débats du conseil municipal, nos interventions ont pu trouver un large écho dans la ville, ce qui nous a permis de travailler avec les associations pour proposer à la population, qu'elle soit ou non musulmane, de rédiger un courrier au maire afin de lui demander de créer un carré musulman.



Laurent Ripart (DR)

À la grande surprise de la municipalité, nous avons ainsi pu réunir 1400 lettres, que nous avons remises solennellement lors d'un conseil municipal en présence des associations. Sous la pression populaire, la municipalité dut manger son chapeau pour annoncer, dans les semaines suivantes, qu'un carré musulman allait être construit à Chambéry: il est désormais en place depuis trois mois et, aux dernières nouvelles, la paix civile de notre ville n'en a pas particulièrement souffert.

Notre campagne sur le carré musulman s'est ainsi achevée sur un succès. En combinant opposition frontale dans les institutions à la gauche de renoncement et mobilisation populaire, nous avons démontré qu'il n'est pas nécessaire de se prosterner devant les notables qui gèrent les villes pour leur imposer des avancées concrètes pour la population.

Laurent Ripart, conseiller municipal de Chambéry

<http://chamberycentspourcentagegauche.fr>

ÉLÉMENTS DE CONTEXTE SUR CHAMBERY

Population : 58 000 habitants
Maire : Bernardette Laclais (PS), à la tête d'une majorité de «gauche plurielle» (PS, Verts, PRG, PC, Modem)
Score de la liste «Chambéry 100% à gauche» soutenue par la LCR : 5,79% (un élu)

PICARDIE NE PAS ABANDONNER !

Jean-Luc Belpaume, conseiller régional de Picardie et député suppléant de Maxime Gremetz, a décidé de rompre avec celui-ci et de rejoindre le NPA. Dans un communiqué de presse, il explique son engagement auprès du NPA :

*«Ne Pas Abandonner!
De par mon éducation, mon parcours tant professionnel que personnel, ma formation syndicale, abandonner l'action politique ne m'a pas traversé l'esprit une seule seconde. Les nombreux messages de soutien, les appels téléphoniques ont précipité les choses. Faut-il oublier les douze dernières années, les réseaux créés, les nombreux camarades qui veulent aussi continuer à nos côtés, la lutte, continuer à défendre les intérêts immédiats des salarié-e-s, de tous les «sans», des citoyen-ne-s de notre pays, de notre région, de notre département et participer à la transformation de la société? Non, je, nous ne pouvons accepter de rester sur le bord de la route, simplement pour satisfaire les égos de quelques personnes. Rien ne me, ne nous détournera*

*des objectifs à atteindre.
C'est donc naturellement que j'ai accepté de rejoindre le NPA, sans opportunisme, sans exigences, juste cette volonté qui m'anime de vouloir combattre toutes les injustices où qu'elles se trouvent, me mettre à disposition, avec d'autres, d'une organisation qui respecte ceux qui s'y trouvent, dans leurs diversités.
Il y a longtemps que je fréquente les camarades du NPA, et avant, ceux de la LCR, que ce soit dans mon organisation syndicale ou lors des différentes luttes où nous étions amenés à nous rencontrer. J'ai aussi donné ma signature lors de l'élection présidentielle de 2007 à Olivier Besancenot, malgré «l'ordre de ne donner celle-ci à aucun candidat»!
Pas besoin pour moi de citer les nombreux arguments qui devraient «justifier» de mon adhésion, j'oserai simplement citer quelques lignes du texte fondateur du NPA, qui parle de lui-même:
«Un parti n'est pas un but en soi. C'est un outil pour se rassembler, pour gagner en*

efficacité dans le combat collectif. Nous voulons que le NPA soit pleinement démocratique, à l'image de la société que nous voulons. Cela suppose que chacune et chacun y trouve sa place, quel que soit le niveau de son engagement. Cela suppose que nous soyons à égalité pour décider, que les instances dirigeantes soient clairement mandatées, dûment contrôlées et révocables, qu'une formation politique soit organisée, que la pluralité des points de vue soit garantie au même titre que le droit de la majorité à agir pour le compte de toutes et de tous.
Cela suppose aussi que notre parti soit un lieu d'éducation permanente de tous les militant-e-s, un lieu d'éducation populaire qui préfigure la société que nous voulons construire. Cela suppose enfin que notre parti soit un lieu de solidarité.»
J'invite mes ami-e-s, mes camarades à rapidement nous rejoindre, dans ce département, dans cette région, dans notre pays, pour combattre efficacement.»

boîte à lettres



Pour nous écrire, pour prendre contact: redaction@npa2009.org
NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

COMMENT ÊTRE FRANÇAIS? J.-J. M (BOUCHES-DU-RHÔNE):

Quelques articles publiés par notre journal autour du «débat sur l'identité nationale» m'ont conduit à réagir à mon tour. On a justement dénoncé la manœuvre de Besson-Sarkozy, cette manipulation destinée à remettre en selle la droite la plus puante de la droite; mais c'est qu'il y a quelque chose à manipuler. La nation existe, de manière mouvante, différenciée, conflictuelle, comme tout ce qui est humain, donc historique, c'est-à-dire déterminé concrètement dans des temps et des lieux donnés. Ce n'est pas d'abord une affaire de sentiment personnel, et c'est ce que je reproche aux deux belles contributions de lecteurs publiées: ces textes sont beaux mais exclusivement sentimentaux, moraux et subjectifs. Sentiment, morale et subjectivité sont des composantes indispensables au combat quotidien contre l'injustice capitaliste. Mais ils peuvent très bien s'égarer en gesticulations stériles s'ils ne sont pas adossés à ce qu'un vieux révolutionnaire russe appelait

«analyse concrète d'une situation concrète». Celle du fait national, qui ne cesse de se transformer mais qui ne disparaît pas. [...] Je peux, moi aussi, repartir de petits faits vécus: que j'aime ou que je n'aime pas ça, que je le sente ou pas, lorsque je voyage, à peu près à tous les coups on me reconnaît comme français. Ce n'est pas Besson qui l'a décidé, c'est ma place dans une histoire, une géographie, une culture, qui fabriquent mon accent quand je parle une autre langue, ma façon de m'intéresser à la nourriture des autres quand je voyage, ma conception de la politique [...]. C'est pour cela qu'il me paraît aussi stupide de dire «je suis fier d'être français» que de dire «j'ai honte d'être français». Être internationaliste, ce n'est pas nier l'existence des nations (serions-nous «inter-rienistes»?), c'est contribuer à tisser de plus en plus de liens entre les peuples de ces bizarres collectivités linguistiques, culturelles, politiques qu'on appelle les nations, creusets en perpétuelle fusion où l'Histoire nous a fait naître.

S'ABONNER

Abonnements

par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE du NPA
(14 euros par trimestre)

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

HEBDOMADAIRE du NPA
(10 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par:

ORGANISME CREANCIER:
NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE, D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION (NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR 93100 MONTREUIL
NUMERO NATIONAL D'ÉMETTEUR:
554755

Titulaire du compte

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

MAIL:

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

DATE:

SIGNATURE:

Etablissement teneur du compte

BANQUE:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

Abonnements par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil)
ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE:

FRANCE ET DOM-TOM

L'hebdo 6 mois 1 an
28 euros 56 euros

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
50 euros 100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo 6 mois 1 an
20 euros 40 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
38 euros 76 euros

Abonnement à la revue mensuelle 6 mois 1 an
22 euros 44 euros

ÉTRANGER

L'hebdo 6 mois 1 an
45 euros 90 euros

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
65 euros 130 euros



GAZA, UN AN APRÈS ON N'OUBLIE PAS

C'est autour de ce slogan que se sont succédés à Marseille, entre le 22 décembre et le 2 janvier, diverses actions de solidarité avec le peuple palestinien. Dimanche 27 décembre, des centaines¹ de Marseillais ont répondu à l'appel de plusieurs organisations et partis². En raison de la date et des difficultés des mobilisations depuis les grandes manifestations d'il y a un an, quelques dizaines de participants étaient espérés. Ils furent dix fois plus à venir ! Le rassemblement sur la Canebière s'est alors transformé en manifestation en direction du Vieux Port et de la mairie. Jeunes des quartiers populaires et militants plus anciens ont formé un cortège homogène et dynamique derrière quatre grandes lettres G.A.Z.A. et des banderoles « Halte au blocus de Gaza » et « Halte au massacre du peuple palestinien ». Cortège interrompu par

des prises de parole donnant des informations sur la Marche pour la Liberté de Gaza au Caire, appelant au boycott des institutions et produits israéliens, dénonçant les élus de la mairie de Marseille, du conseil général et régional qui collaborent étroitement avec Israël, appelant au respect du droit international et exigeant l'adoption du rapport Goldstone par les Nations unies. La semaine s'est poursuivie par des rassemblements quotidiens, y compris le soir du réveillon, ainsi que par des délégations à la préfecture et au consulat d'Égypte.

1. 400 selon les organisateurs, 200 selon la police
2. Génération Palestine, Comité Salah Hamouri, Palestine 13, Femmes en Noir, UJFP, Grandir à Gaza, Cimade, Cime, MRAP-13, LDH, ATTAC Marseille, LDH, QN-QF, Ballon-Rouge, NPA, Rouge-Vif



Marseille, 27 décembre 2009, marche pour Gaza. (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/MB)



TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

TAXE CARBONE. Le Conseil constitutionnel, composé de neuf membres majoritairement de droite, vient d'annuler les dispositions de mise en place de la taxe carbone au motif que son application serait injuste et inefficace. Pour les sages du Palais-Royal, le dispositif comportait un trop grand nombre d'exonérations et régimes d'exemption pour les entreprises qui « créent une rupture caractérisée de l'égalité devant les charges publiques ». Même si le gouvernement doit soumettre au Parlement, dans un mois, comme s'y est engagé le Premier ministre, un nouveau texte, cela reste un revers politique cinglant au cœur même de la droite. Plutôt que des taxes injustes, il faut donner des moyens aux services publics pour répondre aux besoins sociaux tout en apportant des réponses à la crise écologique.

LES HANDICAPÉS NE SONT PAS BIENVENUS DANS LES PME.

À la demande de la CGPME (organisation patronale des PME), le gouvernement s'apprête à reporter de plusieurs mois l'entrée en vigueur des sanctions renforcées à l'égard des entreprises de 20 à 250 salariés n'employant aucune personne handicapée. Alors que la loi n'est toujours pas appliquée à ce jour dans une entreprise sur deux, à partir de janvier 2010, il était prévu de multiplier par 2,5 les pénalités pour les PME qui n'ont pas mené d'action en faveur de l'insertion des personnes handicapées (quota de 6% de l'effectif). Une bonne nouvelle, si seulement Sarkozy n'avait pas cédé face à la CGPME qui refuse d'appliquer la loi au prétexte qu'elle fragiliserait les PME... Toujours la même chanson : ce n'est pas à nous de payer, par contre nous voudrions bien des subventions. Comme quoi l'État est réellement à la botte des patrons...

SANOFI-PASTEUR : EN GRÈVE POUR 150 EUROS MINIMUM !

Avant les fêtes, la grève était suspendue, la direction étant seulement passée de 1,2% d'augmentation à 40 euros minimum. Lundi, la grève est donc repartie, en particulier sur les gros sites de production de vaccins de Marcy-l'Étoile (Rhône, 3 000 salariés) et de Val-de-Reuil (Eure, 1 800 salariés), avec piquet 24 heures sur 24 et blocage des expéditions non urgentes. Il y a moins de monde, mais cette fois c'est au tiroir-caisse du groupe que ça fait mal. Le 5 janvier au soir, neuf sites étaient touchés. À Val-de-Reuil, au 9^e jour depuis la mi-décembre, les 200 grévistes réunis autour du feu étaient déterminés. La colère est forte, d'autant plus que seules 1 400 personnes sur 1 800 ont eu droit à la « prime grippe » de 1 000 euros brut. Les poissons-pilotes de la direction venus tâter le terrain et menacer de mesures judiciaires n'ont d'ailleurs pu que le vérifier.

LE CHIFFRE 221 000 euros

Succès pour la souscription

Comment bien terminer une année et du même coup bien commencer la nouvelle année ? En atteignant notre objectif de 200 000 euros le 31 décembre et en le dépassant, puisque à l'heure actuelle alors que des chèques de 2009 me parviennent encore nous atteignons le montant de 221 000 euros.

Nous vous remercions donc, toutes et tous, pour votre généreuse solidarité qui nous a permis de réussir cette première campagne de souscription.

Les piles du mégaphone sont chargées à bloc, l'année est d'ores et déjà remplie d'échéances où nous devons faire entendre encore plus fort notre voix.

De nombreux courriers d'encouragements accompagnaient vos dons avec parfois des reproches sur notre ligne politique, sur le matériel de propagande, mais avec un soutien et l'affirmation que le NPA doit exister.

Une pensée également pour les nombreux médias qui ont beaucoup ironisés sur notre souscription et qui peuvent aujourd'hui constater que le Nouveau Parti anticapitaliste a des soutiens, de la sympathie autour de lui et que rien n'est impossible pour les anticapitalistes que nous sommes.

Cette souscription est une véritable action politique, qui mesure l'enracinement du tout jeune NPA, qui permet de constater qu'une campagne, même commencée tardivement, peut (quand elle doit) réussir.

Alors, en vous réitérant nos plus chaleureux remerciements, nous nous engageons à ce que vos dons ne soit pas vains et servent au quotidien à porter au plus haut la voix de ceux qui luttent, de ceux qui veulent changer de société.

Tout est possible ! Même la souscription.

“ NO COMMENT ”

La caricature du défouloir raciste n'a pas fonctionné.

PATRICK BESSON, LE 4 JANVIER LORS DU PREMIER BILAN CONCERNANT LE DÉBAT SUR L'IDENTITÉ NATIONALE.

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 9 000 exemplaires

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication : François Coustal
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr